

6 avril 2011 | Le Droit

LE NAGE-O-THON RICHELIEU

La Banque Nationale fait un don de 3000 \$ au Nage-O-Thon Richelieu, une activité de financement organisée par les clubs Richelieu de la région et qui aura lieu dimanche, à la piscine du complexe récréatif d'Orléans. L'oeuvre principale des Richelieu est la mise sur pied du premier centre de traitement résidentiel pour jeunes francophones aux prises avec des problèmes de toxicomanie. Les Clubs Richelieu ont pris l'engagement de verser 200 000 \$ pour ce centre. Pour plus d'information sur l'événement, visitez le www.nage-o-thon.ca. Sur la photo, Jean-François Milotte, président d'honneur du Nage-O-Thon et président du CA de Maison Fraternité, Ed Hartwik et Jean-Louis Rioux, de la Banque Nationale.



Photo de courtoisie

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit

Il faut plus de français au cégep, estime le CSLF

QUÉBEC – La loi 101 ne doit pas être étendue aux cégeps, selon le Conseil supérieur de la langue française (CSLF).

Cependant, tous les cégeps du Québec, tant anglophones que francophones, devraient hausser leurs exigences quant à la maîtrise du français par les étudiants qui les fréquentent, soutient l'organisme-conseil.

Dans un avis nuancé rendu public hier, le CSLF recommande donc au gouvernement de maintenir le libre choix de la langue d'enseignement au cégep, contrairement à ce qui se passe au primaire et au secondaire.

Cette position vient en contradiction avec celle défendue par le Parti québécois, qui, au terme d'un long débat, en est venu à la conclusion qu'il fallait étendre les dispositions de la loi 101 au cégep, pour affirmer le caractère francophone du Québec.

« Il y a une limite à la contrainte législative », a résumé le président du conseil, Conrad Ouellon, en conférence de presse.

Il faut que les gens adhèrent librement au fait que la langue française est le ciment de la société québécoise, selon lui.

Car il ne faut pas présumer que les allophones et les francophones qui choisissent le cégep anglophone vont aussitôt perdre leur capacité de s'exprimer en français, après deux ou trois ans de fréquentation d'un cégep anglais, écrit le conseil dans son avis d'une trentaine de pages.

Les conclusions du conseil, qui a pris position à l'unanimité pour le maintien du libre choix, sont basées notamment sur le fait que les allophones s'inscrivent en nombre croissant aux cégeps francophones.

« La proportion des allophones qui fréquentent le cégep français et s'y inscrivent croît régulièrement », a commenté M. Ouellon, en citant des données du ministère de l'Éducation relatant que 64,2 % des allophones ayant terminé leur secondaire ont choisi le cégep francophone en 2009.

Il note aussi que la proportion des francophones qui choisissent le cégep anglais est aussi en augmentation et leur nombre dépasse même celui des allophones. Cependant, près de 95 % des francophones s'inscrivent au cégep français. Cette tendance est rassurante, a dit M. Ouellon.

Manque de rigueur

Mais l'opposition péquiste, elle, est loin d'être rassurée par la tournure des événements.

Le porte-parole péquiste en matière de langue, le député de Borduas, Pierre Curzi, a jugé que l'avis du CSLF manquait de profondeur et de rigueur.

Reprenant les chiffres colligés par le conseil et d'autres études comme celle de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA) parue en décembre, il a déploré que 37 % des allophones quittaient le secteur français pour aller au collégial anglais et rejoindre ainsi les 13 % d'allophones déjà inscrits au secteur anglophone.

« Le résultat, c'est qu'un allophone sur deux fait son collégial en anglais », a noté M. Curzi en point de presse.

Il n'a pas voulu s'en prendre aux immigrants, mais a dit plutôt vouloir constater que le Québec leur envoyait « des signaux très confus » sur la question linguistique.

Il observe aussi une tendance chez les francophones à privilégier de plus en plus le cégep anglophone, puis l'université, donc à s'intégrer plus tard au marché du travail en anglais.

Avis « pragmatique »

Quant à la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Christine St-Pierre, elle s'est réjouie du travail du conseil, qui vient confirmer la position du gouvernement.

Elle a qualifié l'avis du CSLF de « pragmatique et équilibré ».

Les jeunes arrivent au cégep à l'âge où on fait des choix de carrière et « ils veulent une meilleure maîtrise de l'anglais », a-t-elle fait valoir.

Selon elle, la chef péquiste Pauline Marois a eu tort d'adopter une position « radicale » sur le sujet. « Elle se retrouve toute seule dans son coin », a dit Mme St-Pierre.

Le chef de l'Action démocratique (ADQ), Gérard Deltell, s'est dit lui aussi rassuré par les conclusions du conseil. De la situation du français au cégep, il tire la conclusion suivante : « il n'y a pas de danger.

Il n'y a pas de péril en la demeure ». Comme Mme St-Pierre, il pense que le PQ prône le cégep en français obligatoire parce qu'il se radicalise sur la question linguistique. Il croit que le PQ tente de créer une situation de crise pour en tirer profit.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit

L'actif de Teachers continue de croître

TORONTO — Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (Teachers) a vu son actif croître de 13,3 milliards\$ en 2010, ce qui équivaut à un rendement de 14,3 pour cent. Il a terminé l'année avec un actif net de 107,5 milliards\$.

En dépit de ce très bon résultat, le régime continue cependant d'éprouver de « sérieux défis liés à la capitalisation ». Son déficit actuariel totalise en effet 17,2 milliards \$ et le problème risque de s'aggraver puisque le régime encaisse chaque année 1,8 milliard \$ de moins que ce qu'il verse.

Le pdg Jim Leech a expliqué que le déficit « systémique » de la caisse est attribuable à plusieurs facteurs dont la longévité des membres et la faiblesse des taux d'intérêts réels.

La Fédération des enseignants de l'Ontario et le gouvernement provincial tentent de trouver une solution à ce problème.

En attendant, Teachers a modifié la composition de son actif et s'est départi de certains titres, dont celui d'Aliments Maple Leaf (TSX: MFI) dont elle était l'un des plus importants actionnaires.

Teachers administre la rente de retraite des 295 000 enseignants actifs et retraités de l'Ontario. Le fonds détient entre autres une participation dans le gestionnaire de centres commerciaux Cadillac Fairview ainsi que dans la société Maple Leaf Sports and Entertainment, qui possède le club de hockey Maple Leafs, de Toronto.

L'organisme est souvent comparé à la Caisse de dépôt et placement du Québec, dont l'actif net était de 151,7 milliards \$ au 31 décembre dernier. En 2010, le rendement du gestionnaire québécois s'est élevé à 13,6 pour cent.



La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit | JUSTINE MERCIER jmercier@ledroit.com JUSTINE MERCIER jmercier@ledroit.com

LA CSPO OBTIENT L'ARGENT ET ESPÈRE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

Octroi d'un montant de 10,3 millions \$ à la CSPO

La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) vient d'obtenir les sommes nécessaires à la construction d'une nouvelle école primaire à Aylmer, et espère toujours que d'autres montants suivront d'ici deux ans pour une autre école souhaitée dans le même secteur.



ARCHIVES, LeDroit

Le ministère de l'Éducation a annoncé hier l'octroi d'un montant de 10,3 millions \$ à la CSPO pour une nouvelle école. Le président de la CSPO, Jocelyn Blondin, garde toujours espoir de voir la Ville de Gatineau s'engager dans le projet avec une participation financière dans

l'achat du terrain.

Le ministère de l'Éducation a annoncé hier l'octroi d'un montant de 10,3 millions \$ à la CSPO pour une nouvelle école de 21 classes, qui devrait pouvoir accueillir quelque 550 élèves à l'automne 2012. La Commission scolaire fournira 185 000 \$ pour le projet, une somme qu'elle devrait récupérer en mettant en place des mesures d'économie d'énergie. Une autre portion du montant d'environ 11 millions \$ nécessaire proviendra du remboursement partiel des taxes.

L'école devrait être construite près du boulevard des Allumettières, dans le secteur de la rue Front. La CSPO a récemment approuvé une offre d'achat pour un terrain vague de 11500 mètres carrés appartenant aux Habitations Chabibat. Cette offre d'une valeur de 575 000 \$ était conditionnelle à ce que Québec autorise la construction de l'école.

Le président de la CSPO, Jocelyn Blondin, garde toujours espoir de voir la Ville de Gatineau s'impliquer dans le projet avec une participation financière dans l'achat du terrain. Il a déploré à maintes reprises que la municipalité ne cède pas de terrains aux commissions scolaires, ce qui se fait parfois ailleurs. « C'est toujours le même problème avec la Ville de Gatineau, je ne sais pas ce qu'ils ne comprennent pas », dénonce-t-il.

Pour ce qui est de l'autre école espérée pour 2014 dans le secteur de l'hippodrome, Jocelyn Blondin reste confiant. Pour l'ouvrir à temps pour la rentrée 2014-2015, il faudrait que les sommes nécessaires soient consenties par Québec au plus tard au printemps 2013. « On garde toujours espoir, on a encore le temps », affirme M. Blondin.



Les débordements se font déjà sentir dans le secteur ouest de la CSPO. Des élèves de l'école du Marais, qui a ouvert l'automne dernier, devront être transférés lors de la prochaine rentrée, a fait savoir Jocelyn Blondin.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | *Le Droit*

DE LA BELLE VISITE

Henry Ramirez, prêtre et dirigeant de la Commission œcuménique Justice et Paix de la Colombie, sera de passage dans les diocèses de Gatineau et d'Ottawa pour y prononcer plusieurs conférences publiques et rencontrer les responsables locaux de Développement et Paix. Par exemple, il ira rencontrer des étudiants de l'UQO dans le cadre d'un cours sur la coopération internationale pour les sensibiliser au travail des partenaires d'ONG et il sera l'invité d'une soirée publique organisée par le groupe Jeunes et Diversité de Développement et Paix à Gatineau, demain à 19 h30 au Centre diocésain. Pour plus d'information, visitez le site www.diocesegatineau.org.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit

DICTÉE HUMANITAIRE

Le comité organisateur de la dictée humanitaire de l'école polyvalente Le Carrefour a décidé, pour sa édition, de remettre

4e les fonds qui seront amassés à Moisson Outaouais afin de venir en aide à l'organisme et aux gens dans le besoin, ce qui fait bien plaisir à Benoît Gélinas, responsable du financement à l'organisme. D'une part, le comité organisateur voulait sensibiliser les élèves aux inégalités sociales et aux réalités de la pauvreté dans la région et faire connaître Moisson Outaouais. La dictée portera en partie sur le rôle que joue Moisson Outaouais dans la communauté et les services offerts par l'organisme auprès des personnes affectées par une situation d'insuffisance alimentaire. Il est également important de mentionner que la Laiterie de l'Outaouais remettra à Moisson Outaouais 1 litre de lait pour chaque 2 \$ amassé dans le cadre de la dictée humanitaire. Les résultats de la dictée humanitaire ainsi que les montants amassés seront connus à la fin avril.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit

Les leçons de Jean-Gabriel

Le printemps s'installe. L'été s'en vient. Les routes deviendront beaucoup plus praticables qu'en hiver et de ce fait, de jeunes conducteurs seront tentés de faire vrombir leur moteur.

La vitesse tue, comme le disait la SAAQ mais nous n'avons pas besoin d'une campagne de promotion pour s'en convaincre. À chaque été, la vitesse sur les routes fauche des vies et plusieurs de ces conducteurs sont jeunes, téméraires et peu expérimentés. Souvent, ils répondent à un appel de l'adrénaline et à des défis lancés stupidement par des copains.

Et à plusieurs occasions, de jeunes conducteurs se tuent derrière le volant d'une voiture qui ne leur appartient pas. Ce fut le cas de Jean-Gabriel Charette. Le 25 avril dernier, ce jeune homme de 17 ans perdait la vie au volant d'une voiture prêtée sur un chemin de Mulgrave-et-Derry, au nord de L'Ange-Gardien.

De l'avis de ses amis, il fut un peu trop téméraire et il manquait nettement d'expérience.

Cet accident a profondément marqué ses amis. Au fil des mois qui ont suivi la tragédie, les larmes ont laissé la place à la réflexion, à la discussion.

« Nous avons pris conscience de la fragilité de la vie, me confiait une des amis de Jean-Gabriel, Karianne Sigouin. Il est difficile d'accepter qu'un simple jeu se soit terminé ainsi. Aujourd'hui, on y pense à deux fois avant de faire les fous au volant ».

Si la mort de ce jeune homme est tragique et inacceptable, elle aura au moins été un point tournant dans la vie de ses amis.

D'ailleurs, pour souligner le premier anniversaire du décès de Jean-Gabriel, Karianne a eu l'idée de réunir ceux et celles qui l'ont connu et aimé. Donc, le lundi 25 avril à 19 h, une centaine de personnes seront réunies au parc Jack-Eyamie de Masson-Angers, un endroit que le disparu adorait. Vers 20 h, ses parents et amis allumeront des chandelles et un livre sera ouvert pour que ses amis puissent y écrire quelques lignes. Ce livre sera d'ailleurs remis à ses parents.

« Les médias couvrent souvent des événements tragiques vécus par les jeunes, et je comprends cela, me confiait Karianne. Mais cette fois, c'est un témoignage d'amour et une célébration de la vie que nous organisons et j'espère que notre message sera entendu ».



En fait Karianne, c'est le message le plus clair et sincère que j'ai eu la chance de voir dans ma carrière. Si par sa mort, JeanGabriel vous aura laissé cette grande leçon, il aura très bien réussi sa vie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | *Le Droit*

SECONDAIRE EN SPECTACLE

La finale régionale du concours Secondaire en spectacle aura lieu vendredi et samedi à l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau à Papineauville. L'événement sera sous la présidence d'honneur de la chanteuse Eva Avila. Eva fut d'ailleurs lauréate de ce concours en 2003 et en 2004 alors qu'elle était étudiante à l'école secondaire De l'Île. Par la suite, on connaît son histoire, elle a remporté le concours Canadian Idol en 2006. Donc, l'événement mettra en vedette des jeunes artistes provenant de 16 écoles secondaires de la région qui tenteront de mettre la main sur un des neuf prix régionaux et une occasion de représenter l'Outaouais lors du concours national. Les spectacles débutent à 19 h30 et les billets sont en vente à la porte.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | *Le Droit*

SOIRÉE DU FOÉ

Le Festival de l'Outaouais Émergent (FOÉ) tient sa soirée de clôture de l'appel aux artistes, vendredi soir au Petit Chicago, de 17 h à 19 h. Ce sera la dernière occasion pour les artistes de déposer leur candidature pour l'édition 2011 et du même coup, rencontrer l'équipe du festival et assister à la remise du Prix Télé-Québec. Ce prix est remis à un groupe qui s'est démarqué lors du FOÉ 2010 et qui offrira une prestation lors de cette soirée.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes

SOUJETTR



Student thrust into election spotlight

By **PATRICK MALONEY**, QMI AGENCY

Last Updated: April 6, 2011 5:08am



Awish Aslam was removed from a rally for Stephen Harper when he visited London. (Sue Reeve, QMI Agency)

LONDON, Ont. - A London teen stole the spotlight of Canada's federal election campaign Tuesday, her claims of being turfed from a local Stephen Harper rally over a Facebook photo sparking high-profile political sparring.

With exams looming, University of Western Ontario student Awish Aslam, 19, spent much of Tuesday fielding media requests and jokes from friends and relatives as her tale of heavy-handed treatment at a Sunday rally in London drew headlines nationwide.

"It's really overwhelming but it has been a positive experience," Aslam said between classes Tuesday. "I've gotten so much support from people I don't even know on Facebook."

Aslam's story, first reported by QMI Agency, appears to have tapped into larger concerns over the Harper campaign's tight restrictions on media and the public -- and drew fiery responses from the Liberal and NDP leaders Tuesday.

A week ago, Aslam, readying to vote federally for the first time, attended a Liberal rally in London where she and a friend snagged a photo with Liberal Leader Michael Ignatieff. Both made it their Facebook profile pictures.

A few days later, the pair attended Harper's rally, for which they signed up in advance online.

But about 30 minutes after arriving, Aslam says, they were ordered out by a man who accused them of having "ties to the Liberal party through Facebook."

He ripped Conservative stickers off their shirts, tore them up and ordered them out, Aslam says.

Aslam assumes the Conservatives cross-checked her name from the registration list on Facebook, where they would have seen the Ignatieff photo.

The fallout from her story -- and the apology from Harper's chief spokesperson -- caught the attention of Ignatieff, who took to Twitter with his concerns.

"Stopped by Tim's in Hockleyville, Conception Bay South. Real conversations with real people. We didn't check their Facebook friends first," he tweeted to his 83,000 followers early Tuesday.

Ignatieff dug deeper into the issue later, charging that Harper does more to vet teens at rallies than his own advisers -- a reference to the escort scandal involving Bruce Carson.

Jack Layton, too, reportedly weighed in, striking much the same note.

For his part, Harper didn't directly address the issue Tuesday, saying rally details were handled by staffers.

While the Conservatives say they haven't verified Aslam's claims, Harper's chief spokesperson, Dimitri Soudas, issued through QMI Agency an apology Aslam and asked that his cellphone number be passed on to her.

On Tuesday, Aslam hadn't yet called him and suggested she was disappointed the Tories hadn't reached out to her through social media -- joking they know where to find her Facebook page.

The whirlwind experience has had plenty of negatives, too.

Some comments on media stories have referred to the fact she's a visible minority and suggest her story is a lie -- part of a larger media set-up. Aslam says she didn't heed warnings to avoid such comments.

"It was really upsetting. To go to that kind of low, it kind of hurt," she said.

"At first I was like, I don't want to be on the news -- that's too intense. (But) my family and friends have been encouraging me."

The experience, she says, has even included a quick phone chat with political satirist Rick Mercer.

Nearing the end of her second year at Western, Aslam is majoring in political science and criminology.

She did not initiate contact with the media over her Harper rally experience. After seeing a tweet referring to two teens being turfed, a QMI Agency reporter asked the tweeter to pass his phone number onto the teens.

Aslam then called the reporter.

While the ejection was "embarrassing," Aslam says the public response to her story has eased the sting.

"I've had more support than I've had criticism," she said.

patrick.maloney@sunmedia.ca

twitter.com/patatLFPpress

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

NOUVEAUTÉ d'IAB Canada! Instauration d'un Conseil Mobile et d'un nouveau partenariat avec le Mobile Experience Innovation Center (MEIC) et l'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (Université OCAD)

TORONTO, le 5 avril /CNW/ - Le Bureau de la publicité interactive du Canada (IAB Canada) a annoncé aujourd'hui le lancement de son nouveau Conseil Mobile et d'un nouveau partenariat avec le [Mobile Experience Innovation Center \(MEIC\)](#) et [l'Université OCAD](#) pour faire avancer la recherche, l'éducation et l'innovation en marketing mobile au Canada.

Le Comité Mobile, qui fonctionnait depuis 2006 dans le cadre du Conseil Plateformes émergentes d'IAB Canada, va maintenant devenir un Conseil Mobile plénier (comprenant divers comités organisés sous sa tutelle).

Parmi les projets réalisés par le Comité Mobile d'IAB Canada au cours des six derniers mois, citons ceux-ci:

Recherche

- Création et publication annuelle de [l'enquête sur les revenus de la publicité mobile au Canada d'IAB Canada](#) (chiffres réels pour 2006, 2007, 2008; chiffres réels pour 2009 /résultats budgétés pour 2010 publiés prochainement).

Éducation

- Inclusion du marketing mobile dans le *Essential Interactive Handbook* (2004-2007), produit en collaboration avec *Marketing Magazine* dans le cadre de la conférence « Interactive to the Max » organisée par IAB Canada et *Marketing*.
- Création d'un *Mobile In Motion Handbook* et d'un *Mobile In Motion Roadshow* spécialisés en collaboration avec *Marketing Magazine* (2006).
- Inclusion de modules de marketing mobile dans la formation d'une journée offerte par [IAB Canada sur le marketing interactif](#) (depuis 2006), et lancement récent d'une [formation d'une journée sur le marketing mobile](#) (2011). Celle-ci a suscité un vif enthousiasme et a affiché complet à Toronto, Montréal et Vancouver.

Normes

- Inclusion de normes de publicité mobile dans [L'ensemble publicitaire universel canadien \(CUAP/EPUC\)](#) d'IAB Canada (depuis 2010).
- Travaux en cours sur des modifications visant les normes de la publicité mobile pour les tablettes, spécialement pour le Canada.

Réseautage/événements

- Inclusion du marketing mobile dans l'événement [MIXX Canada Conference + Roadshow d'IAB Canada](#) - comprenant des présentations par Neil Sweeney (anciennement à StreamTheWorld, maintenant à Juice Mobile), d'Alan Li (Adtech), de Kamar Shah (Vortex Mobile), d'Anthony Novac (Spread:Inc.) depuis 2008.
- Lancement de l'événement MIXX Canada Mobile BlackBerry App d'IAB Canada (depuis 2009).

Le Conseil Mobile d'IAB Canada sera présidé conjointement par Peter Vaz, vice-président, directeur des communications numériques, MacLAREN M2 UNIVERSAL (qui conservera aussi la présidence du Conseil Plateformes émergentes), et par Sara Diamond, présidente du conseil du Mobile Experience Innovation Centre, présidente de l'Université OCAD et membre du conseil de Interactive Ontario.

« Le segment du mobile se prépare depuis assez longtemps à faire le genre de percée qui se produit cette année », a déclaré Peter Vaz, vice-président, directeur des communications numériques, MacLAREN M2

UNIVERSAL. « Mais aujourd'hui, la forte expansion et l'immense popularité des applications mobiles, la complexité croissante des publicités mobiles Web (incluant les options Affichage et Recherche), les capacités de géolocalisation en évolution constante des appareils et le fait que les consommateurs dépensent à présent des millions de dollars au moyen des appareils mobiles et des tablettes signifient que l'ère du mobile est enfin arrivée! ». Sara Diamond, présidente du conseil du Mobile Experience Innovation Centre, présidente de l'Université OCAD et membre du conseil d'administration de Interactive Ontario, voit un autre aspect des dernières tendances du segment du mobile : « Tout comme Internet il y a presque deux décennies, les appareils mobiles et sans fil sont en train de révolutionner notre façon de penser, de travailler, de jouer et de vivre », a fait remarquer Mme Diamond. « Mais, pour que les Canadiens ne soient pas relégués au second plan dans la révolution du mobile, il est nécessaire de travailler sur divers fronts. Des efforts concertés de chacun des partenaires, IAB Canada, le MEIC et l'Université OCAD, fondés sur des objectifs complémentaires, mais différents, vont permettre un gain énorme et une grande avancée pour toute l'industrie dans cette entreprise. »

Les partenaires de l'industrie sont déjà enthousiastes à propos de la création du nouveau Conseil Mobile d'IAB Canada : « En tant qu'agence de publicité, nous sommes extrêmement heureux de voir IAB Canada faire progresser l'industrie de cette façon », a déclaré Malik Yacoubi, vice-président, marketing mobile, Cossette. « En contribuant à dynamiser les capacités et les offres du secteur du mobile canadien, elle permettra aux publicitaires d'accélérer leur évolution vers le marketing mobile tout en offrant aux consommateurs une expérience enrichie en matière de publicité mobile. »

« La création du nouveau Conseil Mobile d'IAB Canada et notre nouveau partenariat avec le MEIC et l'Université OCAD rassemblent harmonieusement toutes les initiatives distinctes en matière de mobile auxquelles IAB Canada travaille depuis plus de sept ans, notamment notre travail dans le domaine des ressources humaines, notre programme de sensibilisation et notre [Guide des collèges et universités](#) », a précisé Paula Gignac, présidente, IAB Canada. « Nous sommes impatients de travailler avec nos nouveaux partenaires de même qu'avec toutes les grandes et petites entreprises et les fournisseurs de services du secteur du mobile et du sans fil au Canada afin de les aider à atteindre leur potentiel légitime dans ce secteur dans les années qui viennent. »

Le Bureau de la publicité interactive du Canada (www.iabcanada.com) est le porte-voix national de l'industrie canadienne de la publicité et du marketing interactifs et exerce de fait un leadership dans ce domaine. IAB Canada est une organisation sans but lucratif qui représente les annonceurs, agences, entreprises médiatiques, services connexes, établissements d'enseignement et organismes gouvernementaux les plus réputés et respectés au Canada.

Le Mobile Experience Innovation Centre (www.meic.ca) est une association sans but lucratif qui appuie le leadership en design, l'expérience novatrice et la recherche appliquée dans les industries du mobile et du sans fil au Canada.

L'Université OCAD (www.ocad.ca) est « l'université de l'imagination » du Canada. L'Université OCAD se consacre à l'enseignement, à la pratique et à la recherche en matière d'art et de design, ainsi qu'à la connaissance et à l'inventivité dans une vaste gamme de disciplines. L'université tire parti de ses forces traditionnelles fondées sur les ateliers en ajoutant de nouvelles approches à l'enseignement qui tiennent compte de l'interdisciplinarité, de la collaboration et de l'intégration des technologies émergentes. Dans cette « ère de l'imagination », les membres de l'Université OCAD seront formés de manière exceptionnelle pour agir à titre de catalyseurs des prochains progrès en matière de culture, de technologie et de qualité de vie pour tous les Canadiens.

Renseignements:

Pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'IAB Canada, veuillez communiquer avec Paula Gignac, présidente, IAB Canada, au 416-598-3400, poste 26), ou au moyen du formulaire Contactez-nous qui se trouve sur le site www.iabcanada.com

INTERACTIVE ADVERTISING BUREAU OF CANADA - Renseignements sur cet organisme

IAB Canada annonce le lancement de ses NOUVELLES initiatives, Visages d'IAB et L'info mi-semaine, qui mettent l'accent sur les pratiques les plus efficaces du marketing numérique

TORONTO, le 4 avril /CNW/ - Le Bureau de la publicité interactive du Canada a annoncé aujourd'hui le lancement de deux nouvelles initiatives conçues pour aider les professionnels du marketing à se tenir au fait des dernières recherches dans le domaine de la publicité interactive, en plus d'avoir accès à l'expertise numérique solide des plus de 250 membres d'IAB Canada.

Le premier lundi de chaque mois, dans le cadre du nouveau programme *Visages d'IAB*, IAB Canada diffusera, entre autres, un rapport sur les résultats de recherche, un livre blanc, une étude de cas d'un publicitaire et une liste à vérifier. Tous sont développés par l'une des sociétés membres d'IAB.

Grâce au programme *Visages d'IAB*, la communauté du marketing du Canada aura maintenant un accès gratuit d'une durée d'une semaine à de l'information de premier ordre et exclusive provenant de membres d'IAB Canada qui, autrement, serait présentée uniquement à un groupe sélectionné de contacts de ces membres et dans certaines villes du Canada.

Le rapport de recherche choisi par *Visages d'IAB* pour le mois d'avril s'intitule « New Shopper Journeys » (*Nouveau processus de l'acheteur*) et a été réalisé par Carat et Microsoft. Ce rapport donne des précisions sur l'émergence de nouveaux comportements chez les consommateurs dans quatre catégories principales de commerces de détail : vêtements et accessoires, restauration rapide, épicerie et électronique, en réaction à diverses pressions économiques et au développement du numérique au cours des deux dernières années, et comment les médias hors ligne, en ligne et en magasin peuvent influencer les comportements d'achat des consommateurs.

Le deuxième mercredi de chaque mois, soit au milieu de la semaine, IAB Canada diffusera son *L'info mi-semaine*, un rapport de recherche exceptionnel élaboré à partir des centaines de ressources et de services de presse de l'industrie dans le monde. Ces ressources sont passées en revue par IAB Canada pour permettre à ses membres des services de consultation personnalisés de recherche en marketing numérique. L'ensemble du milieu du marketing du Canada aura la possibilité de télécharger les résultats de recherche, pendant une semaine uniquement, sur la page d'accueil d'IABCanada.com. En avril, le rapport choisi pour *L'info mi-semaine* provient de Delvinia et Environic Analytics intitulé *AskingCanadia*^{MD} qui associe le sondage sur les médias sociaux à *PRIZMC2-Link*, en reliant PRIZMC2 (le système de segmentation de Environic Analytics le plus utilisé qui répartit les Canadiens en 66 types de styles de vie) avec le sondage sur les médias sociaux Delvinia's annual *AskingCanadians*^{MD}. Ceci a permis de créer la première base de données qui permet aux professionnels du marketing du Canada de déterminer les comportements liés aux médias sociaux de tous les segments de la société canadienne et de cibler des produits et des publicités destinés aux consommateurs canadiens sur la base de la compréhension détaillée de leurs habitudes et styles de vie en matière de médias sociaux. La semaine suivante, les deux recherches seront archivées dans le Centre d'info sur IABCanada.com et seront accessibles aux membres d'IAB Canada seulement

« L'objectif programmes d'IAB Canada *Visages d'IAB* et *L'info mi-semaine* est simple », explique Paula Gignac, présidente, IAB Canada. « il consiste à offrir chaque mois aux professionnels du marketing pressés par le temps au moins deux documents de recherche sur la publicité numérique, fiables et utilisables immédiatement, leur évitant ainsi de les chercher ou de les passer en revue. L'objectif consiste à faire parallèlement la promotion de l'expertise des membres d'IAB Canada pour tout ce qui touche le domaine de la recherche numérique. »

« Lorsque nous avons besoin de recherches sectorielles, nous sommes à l'affût de deux caractéristiques essentielles : elles doivent nous inspirer confiance et être fiables, » explique Karl Flanders, vice-président, directeur des médias, Saatchi & Saatchi. « IAB Canada a démontré avec brio qu'elle peut nous fournir des articles, des faits et des connaissances de premier ordre qui nous permettent d'aider nos clients. Nous sommes ravis de savoir que nous pourrions prendre connaissance des résultats de nouvelles recherches des membres et des non-membres plus régulièrement grâce à ce programme. Cette initiative permet également à l'industrie de savoir quels membres d'IAB Canada ou quelles multinationales pourraient constituer des partenaires de recherche potentiels à l'avenir, une situation avantageuse pour tout le monde. »

Pour présenter, entre autres, un rapport de recherche, un livre blanc, une étude de cas de publicitaire, une liste à

vérifier à IAB Canada, veuillez remplir le formulaire figurant sur la page Contactez-nous à l'adresse www.iabcanada.com.

Le Bureau de la publicité interactive du Canada (www.iabcanada.com) est le porte-voix national de l'industrie canadienne de la publicité et du marketing interactifs et exerce de fait un leadership dans ce domaine. IAB Canada est une organisation sans but lucratif qui représente les annonceurs, agences, entreprises médiatiques, services connexes, établissements d'enseignement et organismes gouvernementaux les plus réputés et respectés au Canada.

Renseignements:

Pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'IAB Canada, veuillez communiquer avec Paula Gignac, présidente, IAB Canada, au 416-598-3400 (poste 26) ou faites-nous parvenir le formulaire figurant sur la page Contactez-nous à l'adresse : www.iabcanada.com.

INTERACTIVE ADVERTISING BUREAU OF CANADA - Renseignements sur cet organisme



Communiqués de presse

(56)



Archives de photos CNW

6 avril 2011 | *Le Droit*

LA CSWQ ACHÈTERA L'ÉCOLE EARDLEY

La Commission scolaire Western Québec (CSWQ) a obtenu 3,7 millions \$ du ministère de l'Éducation du Québec pour faire l'acquisition de l'école Eardley, actuellement louée. La CSWQ « a fait la démonstration que son acquisition est requise à long terme en raison, notamment, de la baisse du nombre d'élèves admis par classe », a indiqué par voie de communiqué la députée de Pontiac, Charlotte L'Écuyer. Un montant de 1,3 million \$ a aussi été octroyé à la CSWQ pour ajouter quatre salles de classe à l'école Namur, dans la municipalité du même nom.

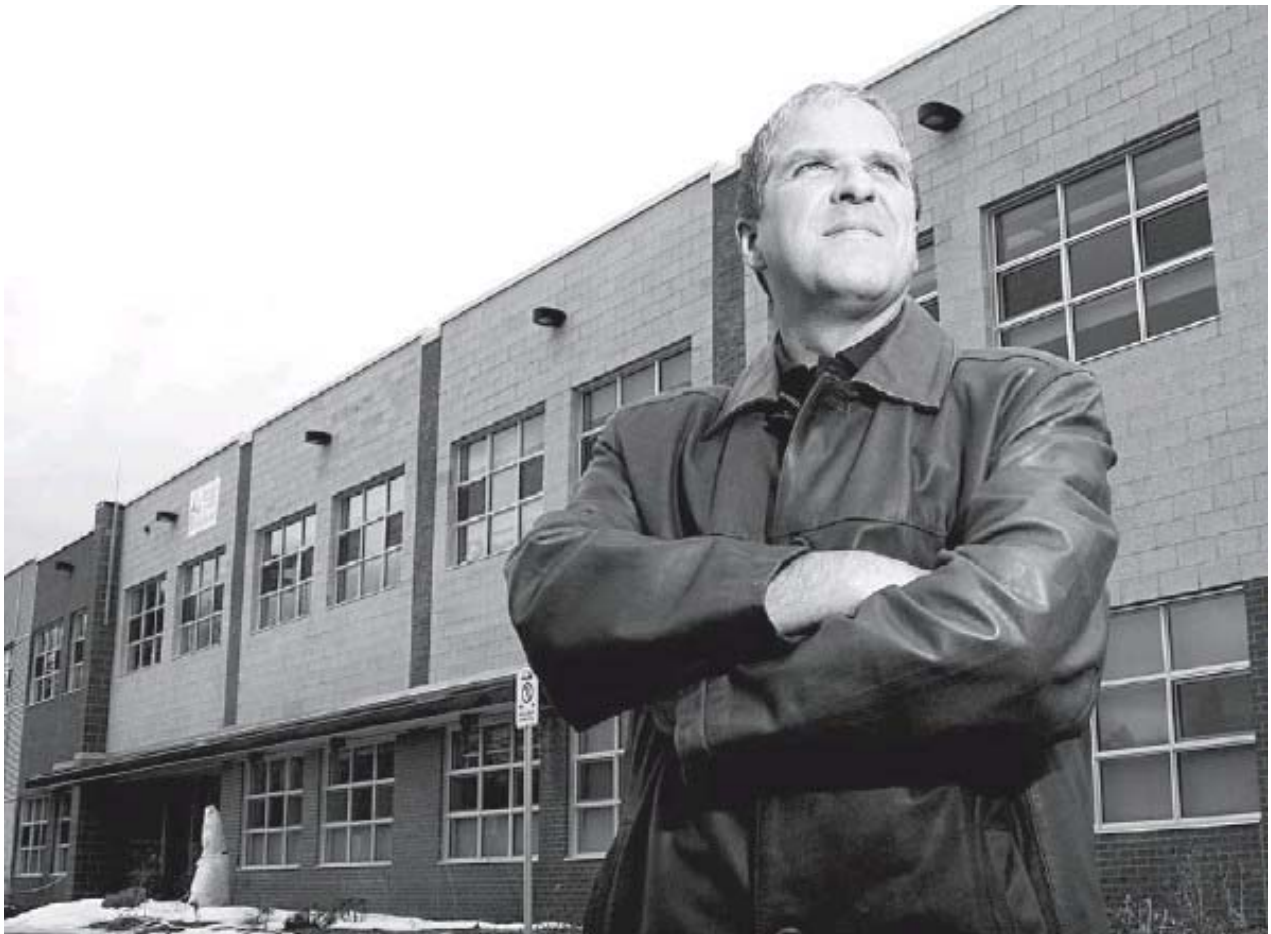
Justine Mercier, LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com

LES ÉLÈVES DE CANTLEY POURRONT PRESQUE TOUS ÉTUDIER CHEZ EUX

Presque tous les élèves de Cantley devraient bientôt pouvoir fréquenter une école dans leur municipalité, alors que Québec vient d'octroyer un financement de 3,9 millions \$ pour y construire une école flambant neuve de 19 classes.



ETIENNE RANGER, LeDroit

« En fonction de la démographie, je pense bien qu'on va devoir continuer les efforts pour une autre école éventuellement », souligne le président du comité de mobilisation de Cantley, François Blain.

L'ouverture de l'école de la Rose-desVents, en 2006, venait répondre à la forte croissance démographique observée à Cantley. La population continuant de croître, le manque d'espace a rapidement resurgi. L'école Massé de Gatineau, ne pouvant pas absorber tous les débordements vécus à Cantley, la Commission scolaire des Draveurs (CSD) avait été contrainte de déplacer une centaine d'enfants vers d'autres écoles gatinoises l'automne dernier.

La nouvelle école vient donc soulager les parents cantliens. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs

travaillé très fort au sein du comité de mobilisation de Cantley, souligne le président du groupe, François Blain. Même s'il est satisfait de l'annonce, M. Blain craint que l'école soit rapidement remplie. « En fonction de la démographie, je pense bien qu'on va devoir continuer les efforts pour une autre école éventuellement », souligne-t-il.

Le président de la CSD, Julien Croteau, affirme pour sa part que l'école ne sera pas remplie dès son ouverture. « On prévoit que la capacité d'accueil sera de 454 élèves, et à partir de 2012-2013, pour les quatre années qui suivent, la clientèle anticipée serait entre 281 et 324 élèves, donc il y a une certaine marge de manoeuvre », a-t-il expliqué.

Aide de la municipalité

L'emplacement de l'école n'est pas encore déterminé. Chose certaine, la CSD ne devrait pas vivre les mêmes frustrations que la CS des Portages-del'Outaouais, qui déplore de ne pas recevoir d'aide de la Ville de Gatineau pour trouver des terrains. La municipalité de Cantley est déjà en pourparlers avec un promoteur dans le but d'acquérir un terrain, qui serait ensuite cédé à la CSD. « C'était notre façon, en tant que municipalité, de pouvoir épauler la CSD dans sa demande, souligne le conseiller municipal François Hallé. Pour nous, c'est essentiel au niveau du développement économique. Il ne faut pas oublier que l'éducation, ce n'est pas juste académique. Il y a un aspect social aussi. » À la CSD, Julien Croteau admet que cet appui a pesé dans la décision d'installer la nouvelle école à Cantley plutôt qu'à Gatineau.

Si tout va bien, la première pelletée de terre pourrait avoir lieu « d'ici la fin de l'été 2011 », dans l'objectif d'ouvrir l'école en septembre 2012. En attendant, « un peu plus d'une vingtaine » d'élèves supplémentaires de Cantley seront transférés l'automne prochain à l'école de Touraine, à Gatineau. Avec l'ouverture de la nouvelle école, certains élèves cantléens continueront de fréquenter l'école Massé, la plus rapprochée de la frontière avec Cantley, a indiqué M. Croteau.

La nouvelle école comptera trois classes de maternelle et 16 classes régulières. Le projet étant évalué à 10,4 millions \$, la CSD fournira un montant de 5,8 millions \$ provenant de la vente d'autres actifs immobiliers, tandis que près de 700 000 \$ proviendront du remboursement partiel des taxes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

Les libéraux promettent plus de transparence

pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com com

Les libéraux promettent d'entreprendre « très rapidement » les consultations auprès des communautés linguistiques en situation minoritaire en prévision du prochain plan d'action sur les langues officielles qui viendra à échéance en 2013. Et ils promettent aussi un processus plus ouvert et plus transparent que les conservateurs.

Selon le candidat libéral dans Ottawa-Vanier et critique de son parti en matière de langues officielles, Mauril Bélanger, il ne sera pas question de consulter les communautés linguistiques lors de rencontres organisées à huis clos et sur invitation seulement comme l'ont fait les conservateurs.

Avant d'adopter son plan de 1,1 milliard \$ sur les langues officielles, les conservateurs avaient mandaté en décembre 2007 l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, pour une série de consultations avec les communautés. Or, le processus avait suscité de vives critiques à l'époque puisque seules les personnes invitées par le gouvernement avaient droit de participer aux rencontres tenues à huis clos.

« Les prochaines consultations devraient débiter dès cette année pour la prochaine génération du plan d'action sur les langues officielles. Et on ne souhaite pas refaire ce qui s'est passé avec les conservateurs, avec des rencontres à huis clos et sur invitation seulement » a indiqué Mauril Bélanger.

Le programme précise ainsi qu'« un gouvernement libéral amorcera immédiatement des consultations pour la prochaine génération du plan sur les langues officielles afin qu'il soit le plus inclusif et le plus complet possible. Ces consultations auront pour but de recueillir les idées du public, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour adapter la politique sur les langues officielles aux nouvelles technologies numériques. Ces consultations porteront aussi sur les moyens d'encourager l'élaboration d'un plus grand nombre de programmes bilingues dans les établissements d'enseignement supérieur », lit-on dans la plateforme libérale.

Le PLC entend aussi rétablir plusieurs éléments de gouvernance disparus sous les conservateurs. Il rappelle que le plan d'action des conservateurs ne comportant aucun volet sur la fonction publique fédérale, et que le nombre de personnes chargées des langues officielles au Conseil du Trésor était passé de 50 à 12 seulement.

« Il n'y a plus d'évaluation annuelle des ministères au niveau des langues officielles. C'est une autre preuve du laxisme des conservateurs dans ce dossier », a noté le candidat Bélanger.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 avril 2011 | Le Droit | À VOUS LA PAROLE

Une obligation de résultat

Tout récemment, LeDroit soulignait le 10e anniversaire de la politique de bilinguisme de la Ville d'Ottawa, constatant du même coup que cette dernière ne s'était toujours pas déclarée bilingue. Je suis renversé, quoique non surpris, qu'Ottawa, capitale d'un pays bilingue, n'ait toujours pas opté pour le bilinguisme officiel.



PATRICK WOODBURY, ARCHIVES LeDroit

La question n'est pas de savoir si le bilinguisme est une priorité ou non, mais de savoir si ce bilinguisme est souhaitable dans notre capitale nationale. Nous attendons toujours que Jim Watson y réponde.

Dans cette ville, nous sommes encore à des années-lumière de l'équité envers les francophones, et encore plus loin de l'égalité des langues française et anglaise. Et pourtant, dans sa politique de bilinguisme, la Ville d'Ottawa énonce qu'elle « entend accorder les mêmes droits, statuts et privilèges aux deux groupes de langues officielles ».

Pour francophile qu'il soit, le maire Jim Watson ne veut pas s'aventurer sur le terrain miné, politiquement parlant, du bilinguisme officiel. Il ne veut pas fragiliser son mandat électoral encore récent ni essuyer un flot de reproches et de critiques acerbes, plusieurs citoyens d'Ottawa étant réfractaires, voire hostiles à l'officialisation du bilinguisme.

Dans ce contexte, la prudence du maire Watson se comprend, bien qu'on puisse la déplorer.

Ce qui se comprend moins cependant, c'est que 10 ans après l'adoption de la politique de bilinguisme de la Ville d'Ottawa, 22 ans après l'entrée en vigueur de la loi ontarienne sur les services en français, et 42 ans après celle de la loi fédérale sur les langues officielles, il y ait encore, dans ce pays, autant d'esprits obtus, c'est-à-dire de gens bornés, qui n'ont pas encore réalisé que le Canada a été

fondé entre autres par deux grands peuples, les Canadiens-français et les Canadiens-anglais – lesquels sont devenus avec le temps deux grandes sociétés d'accueil et deux grandes communautés, dans lesquelles les principes du

À la hauteur ?

Jamais une priorité

bilinguisme et de la dualité linguistique eux-mêmes prennent leur source.

Dans la Constitution canadienne, il est dit que, jusqu'à ce que la reine en décide autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada. Bien que la Commission de la capitale nationale ait compétence sur les deux rives de la rivière des Outaouais, c'est bel et bien Ottawa, et non Ottawa-Gatineau, qui nous sert de capitale. Il serait temps qu'Ottawa, qui bénéficie largement des investissements fédéraux et des avantages stratégiques que lui procure son statut (ambassades, grandes institutions, événements, retombées économiques, etc.), rende au pays ce que le pays lui a donné. En se déclarant officiellement bilingue, Ottawa se montrerait enfin à la hauteur de son importance et de sa dimension nationales.

Non seulement le maire Watson et son conseil de ville doivent-ils adopter les mesures et poser les gestes qui s'imposent pour mettre en oeuvre efficacement la politique de bilinguisme, mais en plus doivent-ils aller plus loin en faisant du français une langue officielle à Ottawa.

Lorsque Jim Watson affirme, comme il l'a fait dans une entrevue accordée au journaliste Philippe Orfali, que le bilinguisme officiel « coûte beaucoup d'argent », il revêt certes l'habit du politicien sensible aux sautes d'humeur de son électorat, mais il manque néanmoins carrément de vision, de leadership et d'audace.

Lorsqu'il ajoute, dans la même entrevue, que le bilinguisme n'est pas une priorité pour les contribuables d'Ottawa, il change habilement — et sciemment — le paradigme. Car la vraie question n'est pas de savoir si le bilinguisme est une priorité ou non : il ne le sera probablement jamais aux yeux de la majorité des électeurs : ceux-ci se préoccupent davantage d'autres enjeux municipaux qu'ils estiment plus pressants. La question est plutôt de savoir si ce bilinguisme est souhaitable dans notre capitale nationale. Nous attendons toujours la réponse de Jim Watson à cette question.

Avant qu'il ne nous la fasse connaître, j'aimerais lui rappeler que les coûts du bilinguisme ne devraient pas entrer en ligne de compte. Après tout, l'égalité des langues française et anglaise dans une capitale comme Ottawa, ce n'est pas quelque chose de monnayable.

Je lui rappelle aussi que la reconnaissance de principes, tels que ceux qui figurent dans la politique de bilinguisme de 2001, s'accompagne d'une obligation au minimum morale, comme le disait Jacques de Courville Nicol. Je lui rappelle enfin, et je ne crois pas trahir l'opinion des Franco-Ontariens en disant cela, que cette obligation dont je viens de parler n'en est pas une que de moyens. Il s'agit aussi, et surtout, d'une obligation de résultat.

Caucus francophone

Un mot maintenant sur le conseiller municipal Mathieu Fleury, qui ne veut pas se joindre au « caucus francophone » de la Ville d'Ottawa, pour le motif que ce dernier manque de transparence. Il doit comprendre que, en politique, les caucus se déroulent toujours à huis clos. Cela permet les discussions sans détour, à distance des projecteurs. Et cela n'enlève absolument rien ni à la pertinence ni à l'utilité des caucus. Mathieu Fleury est un jeune plein de talent et de potentiel. Il est sans doute animé des meilleures intentions. Mais parfois, le mieux est l'ennemi du bien. En ce moment, son absence du « caucus francophone » envoie un bien mauvais message. J'espère qu'il se ravisera lorsque, à la mi-avril, ce caucus tiendra une réunion en présence de Jim Watson.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.